

Questions au Feuilleton

Econotech Ltée	Cameroun
Manitoba Institute of Management	Barbade
Johnson Lowe & Associates Limited	Zimbabwe
Econotech Ltée	Maroc
Projecto International Inc.	Gabon
Corere Consultants Limited	Mexique
Delcanda International Limited	Mexique
Delcanda International Limited	Mexique
Interimco International Inc.	Mexique
Institutional Consultants (International Limited)	Mexique
Bureau de Transport—Montréal	Mexique
*IGSG— Industrial Cooperation Survey Group.	
MCS— Montreal Engineering Company Limited, Canadian Pacific Consulting Services Limited, Swan Wooster Engineering Company Limited.	

L'IMPORTATION D'ŒUFS DES ÉTATS-UNIS

Question n° 3321—M. Cossitt:

1. D'après le gouvernement, importe-t-on chaque mois de l'état du Minnesota, aux États-Unis, des centaines de caisses d'œufs dans la région d'Ottawa que l'on vend aux hôpitaux et à d'autres institutions de la région et, le cas échéant, a) pourquoi faut-il les importer du Minnesota alors que le Canada accuse un excédent depuis quelques années, b) la situation découle-t-elle d'un règlement de l'Agence canadienne de commercialisation des œufs ou de toute autre mesure du gouvernement?

2. Les distributeurs d'œufs doivent-ils demander un permis d'importation lorsqu'il y a un surplus d'œufs dans leur région et, le cas échéant, pourquoi?

3. Quel est le prix de détail, en devises canadiennes, d'une douzaine d'œufs ainsi importés au moment où a) la question est posée, b) la réponse est préparée?

4. Le gouvernement considère-t-il que cette situation est ridicule et, le cas échéant, la corrigera-t-il?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): 1. En vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), un certain volume traditionnel d'importation est permis; il correspond à 0.675 p. 100 de la production de l'année précédente. Le Canada importe des œufs à longueur d'année. Normalement, le volume augmente avec l'accroissement de la demande à Pâques et à Noël. On délivrera des permis supplémentaires pour l'importation d'un volume plus élevé que la quantité traditionnelle s'il est prouvé que les disponibilités canadiennes manquent. Le volume traditionnel d'importation est d'environ 200,000 boîtes de quinze douzaines et, avec les permis supplémentaires il atteint 700,000 boîtes pendant les années d'offre équilibrée. Cette année, les importations sont beaucoup plus basses, soit d'à peine un peu plus que 200,000 boîtes de 15 douzaines à la fin d'octobre 1981, ce qui correspond au minimum requis par le GATT. Après réception par l'importateur, il est impossible de déterminer où ces œufs ont été mis au marché (au gros et au détail). On sait cependant que quelques œufs importés sont en vente dans la région d'Ottawa.

2. Non.

3. Les coûts au détail afférents à la manutention et à la transformation des œufs par le secteur privé (commerce de gros et de détail) sont inconnus. Le programme de gestion des approvisionnements des œufs ne contrôle pas ces composantes de coûts.

4. Le volume des importations d'œufs au Canada cette année a été tenu au strict minimum prévu par le GATT. Aucune intervention spéciale du gouvernement ne s'impose ni n'est possible.

LE PORT D'ENTRÉE DE LANSDOWNE

Question n° 3322—M. Cossitt:

1. Le directeur de l'immigration au port d'entrée de Lansdowne (Ont.), M. Percy Jodoin, a-t-il pris sa retraite vers le mois de septembre 1981 et, le cas échéant, a) son poste est-il vacant, b) le comblera-t-on et, le cas échéant, quand?

2. Le gouvernement envisage-t-il de faire relever le service d'immigration au port de Lansdowne d'un des ports d'entrée voisins, Prescott ou Kingston (Ont.) et, le cas échéant, quels critères présideraient au choix de a) Prescott, b) Kingston?

3. a) Le gouvernement sait-il que le port d'entrée est situé dans les comtés unis de Leeds et Grenville, district historique au point de vue géographique, b) si Lansdowne relève de Kingston qui se trouve à une grande distance des limites de la circonscription, pourra-t-on assurer la même qualité de service que par le passé?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): 1. Oui. M. Percy Jodoin, directeur du Centre d'immigration Canada de Lansdowne a pris sa retraite en septembre 1981.

a) Oui.

b) En tant qu'élément de la planification opérationnelle à laquelle elle procède pour 1982-1983 et après, la région de l'Ontario étudie actuellement la configuration organisationnelle du district d'Ottawa où se trouve le point d'entrée de Lansdowne. Une recommandation définitive n'a pas encore été formulée.

2. Se reporter au 1b) ci-dessus.

3. a) Oui.

b) Non. Le service au public est toujours une question primordiale au chapitre de la répartition des ressources et de sa planification opérationnelle.

LES COÛTS DES MÉDICAMENTS

Question n° 3324—M. Herbert:

A-t-on fait une étude sur les économies que le public pourrait réaliser par l'usage de médicaments non brevetés et, le cas échéant, en a-t-on publié le rapport?

L'hon. Yvon Pinard (président du Conseil privé): Oui, une étude a été faite par le Conseil économique du Canada et publiée en mai 1981 comme rapport technique. Cette étude est intitulée «Regulating the Price of Prescription Drugs in Canada: Compulsory Licensing, Product Selection and Government Reimbursement Programmes», par Paul K. Gorecki.

LES SOMMES VERSÉES EN SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS

Question n° 3332—M. Herbert:

Au cours de chacune des cinq dernières années, combien a-t-on versé, par province, aux termes de la Loi sur les subventions aux municipalités?

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics):